

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1978)
Heft: 478

Artikel: Multinationales : Nestlé : les opposants boivent du petit lait
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1027402>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

MULTINATIONALES

Nestlé : les opposants boivent du petit lait

Depuis la petite phrase du juge bernois, il y a deux ans déjà, en juin 1976 — "Si Nestlé veut s'épargner à l'avenir le reproche d'un comportement immoral et inéthique, elle doit modifier son style de publicité" —, depuis ce procès qui était conclu par la condamnation des membres du Groupe de Travail Tiers Monde (300 francs d'amende chacun), le mouvement de contrôle public des activités des multinationales spécialisées notamment dans la nourriture pour bébés n'a cessé de s'étendre.

En 1977, c'était la fondation, aux Etats-Unis, de l'INFAC, Infant Formula Action Coalition, dont l'objectif était d'influencer les producteurs de lait américains ainsi que Nestlé.

Grâce à des enquêtes systématiques le Groupe de Travail Tiers Monde est régulièrement à même de donner des précisions sur les méthodes publicitaires de Nestlé dans le monde entier. Son diagnostic de novembre : "(...) Nestlé n'a pas suspendu sa publicité pour l'alimentation artificielle destinée aux nourrissons, au contraire cette publicité est devenue plus fine et plus dangereuse. La publicité frappante dans les mass media a été réduite, bien qu'elle soit encore assez largement répandue. Aujourd'hui la publicité directe se fait avant tout dans les hôpitaux et par l'offre d'aliments Nestlé pour nourrissons qui saute aux yeux dans la plus lointaine des régions. Suivant l'exemple de ses concurrents de l'industrie pharmaceutique, Nestlé concentre de plus en plus ses efforts de publicité sur le personnel hospitalier, publicité moins facilement saisissable. Les conseillers auprès des mères se nomment maintenant "représentants des firmes" et s'adressent davantage aux médecins et aux infirmières". Et d'analyser la situation aux Philippines, en Malaisie, en République dominicaine, au Vénézuela, en Afrique du Sud (publicité pour le lait Nan de Nestlé : "A partir de maintenant,

papa peut offrir à bébé tout ce que le lait de maman contient de nutritif") (voir le dernier bulletin d'information du groupe de travail, novembre 1978 — adresse utile: case postale 1007, 3001 Berne).

Les procès qui, aux Etats-Unis, ont ponctué la mise à jour des abus sur le marché du lait pour nourrissons dans le tiers monde ont relativement eu peu d'échos de ce côté-ci de l'Atlantique; il reste qu'un boycottage de Nestlé par les consommateurs américains est en cours, dont le point culminant a été, le 3 novembre dernier, le vote d'une résolution (280 voix contre 2) par les délégués du Conseil américain des églises, dont la teneur "in extenso" vaut la peine d'être connue, pour apprécier à la fois la netteté de la prise de position et le degré d'engagement des églises en question :

"il est décidé que l'assemblée des délégués du Conseil national des églises

1) demande à Nestlé S.A. de suspendre la publicité pour le lait pour nourrissons dans les régions où les conditions économiques et sociales mènent à un mauvais usage du lait artificiel qui menace la santé et le bien-être des nourrissons,

2) appuie le boycottage de Nestlé S.A., de

Méthodes d'investigation à l'américaine. La première question posée par Edward Kennedy, président (pour une sous-commission du Sénat américain) une série de "hearings" sur le problème du lait pour nourrissons : "Un produit, dont l'utilisation exige de l'eau potable, de bonnes installations hygiéniques, un revenu familial suffisant et des parents sachant lire les instructions, peut-il être utilisé correctement et sans risques dans des pays, où l'eau est polluée, où les eaux d'égouts passent dans les rues, où la pauvreté et l'analphabétisme sont répandus ?" C'est ce qui s'appelle ne pas tourner autour du pot (à lait) ! Dans un tel climat, on conçoit que la diatribe de M. Oswaldo Ballarin, président de Nestlé-Brésil, et servant

ses produits, ainsi que des produits et prestations de ses filiales, jusqu'à ce que Nestlé ait changé son style de publicité et que le boycottage soit abandonné,

3) fait appel aux églises-membres, pour qu'elles étudient l'affaire qui touche à la mission de l'église, et qu'elles prennent les mesures qui leur semblent appropriées,

4) enjoint aux sections, commissions et organes du Conseil national des églises de se tenir au boycottage et d'examiner comment les objectifs de ce boycottage pourraient être soutenus au mieux,

5) fait appel à tous les chrétiens et autres personnes de bonne volonté de participer au boycottage de Nestlé, pour exprimer ainsi leur souci de la santé et du bien-être des enfants de familles pauvres,

6) fait appel au gouvernement des Etats-Unis, pour qu'il encourage l'allaitement dans le cadre de ses programmes d'aide au développement dans le pays même et à l'étranger et pour qu'il refuse tout soutien à la distribution du lait pour nourrissons dans les régions où les conditions économiques et sociales pourraient empêcher un usage sûr et correct."

Le boycottage s'étendra-t-il en Europe? On

aux enquêteurs une de ces litanies politico-mystiques qui font encore tout juste mouche dans les débats télévisés helvétiques, ait fait crouler de rire l'assemblée : "La Nestlé américaine m'a fait remarquer, tentait donc d'expliquer le représentant de la multinationale, que leurs enquêtes avaient clairement montré qu'il s'agissait là d'une attaque indirecte, de ces critiques contre le système économique du monde libre; une organisation ecclésiastique mondiale, dont l'objectif déclaré est de miner le système de l'économie libre de marché, est à la tête de ces activités" (réplique de Kennedy : "Vous ne nous attendez certainement pas à ce que nous prenions cela au sérieux").

est loin en tout cas du point final satisfait dont le PDG de Nestlé, Arthur Furer, croyait pouvoir gratifier son personnel, aux lendemains du procès de Berne, en ces termes (circulaire du 2 juillet 1976): "J'ai fait il y a deux ans une enquête dans tous les marchés concernés pour savoir si les méthodes de publicité impliquées pouvaient être critiquées ou — pour utiliser les mêmes termes que les accusés — considérés comme immorales. Si j'avais trouvé que ce reproche était fondé, j'aurais tout de suite supprimé tout ce qui ne pouvait pas se défendre (...) J'ai pu constater que les méthodes appliquées étaient des méthodes normales et courantes, comme elles sont utilisées à travers le monde par les fabricants de tels produits (...) J'ai donné des instructions pour qu'on persévère dans cette voie".

SOUS LA COUPOLE

La chasse aux électeurs est ouverte

Nul doute qu'une certaine tension pré-électorale gagnera encore du terrain pendant la session d'hiver des Chambres fédérales qui démarre ces jours-ci. Encore quelques semaines, et la classe politique helvétique entrera tout à fait dans cette période curieuse qui précède les élections parlementaires, où les véritables décisions se font rares (voir ces projets fiscaux qui s'embourbent), et surtout si elles risquent de mécontenter une partie de l'opinion, où se multiplient en revanche les coups de gueule qui peuvent valoir à leurs auteurs quelques coups de projecteur de bon rapport.

Le PS en tête

Lundi passé, le "Tages Anzeiger" donnait en quelque sorte le départ à cette course aux suffrages en publiant un sondage désor-

REÇU ET LU

La nouvelle histoire suisse

Dans le "Tages-Anzeiger für Stadt und Kanton Zurich" daté du samedi 24 novembre 1928 : "Hier matin, 10 minutes avant sept heures, l'employé de verrerie K.D. (49 ans), père de huit enfants, comme il se croyait poursuivi par un groupe de grévistes, a tué net d'un coup de revolver, dans le dépôt des trams de la Burgwies, le réparateur de trams Anton K. (né en 1895) sans enfant, qui lui barrait le passage. D. a été tenu en respect par la police, désarmé et arrêté".

Dans le magazine du "Tages-Anzeiger" du week-end dernier Alexander J. Seiler situe précisément cet épisode tragique de la lutte

ouvrière à Zurich, reconstitue la scène et donne vie aux protagonistes. Encore une contribution précieuse d'un de ces "nouveaux historiens" à la recherche du passé suisse récent. Remarquable.

Dans le même numéro du supplément hebdomadaire du TA, outre une somme très complète sur Bob Dylan, le deuxième volet d'une enquête sur les relations très étroites entre le travail et la santé.

— L'objectif immédiat du "Journal du Valais" (tous les détails sur le budget quotidien dans son édition du 23 novembre) : pour survivre et paraître le 1er janvier prochain, les animateurs de la coopérative d'édition doivent obtenir 6000 réabonnements de soutien à Fr. 200.— et 4000 réabonnements annuels à Fr. 95.— (adresse utile : "Journal du Valais", 3 rue Chanoine Berchtold, 1951 Sion).

mais traditionnel sur la cote d'amour respective des partis représentés sous la coupole fédérale (enquête menée par Isopublic du 18 au 31 octobre ; dans la population interrogée, 78 pour cent de Suisses alémaniques et 22 pour cent de Romands, 51 pour cent de femmes et 49 pour cent d'hommes, un tiers de personnes âgées de plus de 55 ans, un tiers en dessous de 34 ans et un tiers entre 34 et 55 ans).

Classement immuable

La première question : "D'après vous, quelle formation verra sa représentation renforcée après les prochaines élections au Conseil national ?". Comme toujours depuis 1975 (sondages annuels), le Parti socialiste est en tête, assez largement même, devant dans l'ordre, les radicaux, les démocrates-chrétiens, l'Union démocratique du centre (en baisse), les indépendants, les libéraux. Son de cloche à peu près pareil lorsqu'on demande à ces Suisses et à ces Suissesses à quel parti ils donneraient de préférence leur voix : Par-

ti socialiste 34 pour cent, radical 21 pour cent, démocrate-chrétien 20 pour cent, Union démocratique du centre 7 pour cent, indépendant 7 pour cent, libéral 2 pour cent, évangélique 1 pour cent, Parti du travail 2 pour cent et Organisations progressistes 2 pour cent (les "nationalistes" disparaissent de la scène, au moins sous une étiquette partisane fermement marquée).

Il y a quatre ans, cette préconsultation électorale avait donné pratiquement les mêmes résultats... et les socialistes n'étaient pas parvenus à faire le plein des voix que les sondages leur promettaient, tandis que les formations bourgeoises redressaient quelque peu la situation au dernier moment. Comme si les sondages avaient servi à point nommé d'avertissement pour des électeurs tentés par la gauche, mais bien sûr réfractaires à un bouleversement de la scène politique suisse.

PS. Le travail original du "Tages Anzeiger" s'accompagne de graphiques qui laissent apparaître une impressionnante progression socialiste depuis un an.